

**Nos 42 000 élus trop lâches pour parrainer Z et sauver la France ?**



Nos 42 000 élus seraient-ils trop lâches pour parrainer Zemmour et sauver la France ?

L'heure est grave. Zemmour n'a que **300** promesses de parrainage à ce jour. **Pourtant, 70% des Français partagent ses idées** sur l'immigration-invasion, sur l'islam-conquérant et sur l'insécurité galopante. Des fléaux que Macron ignore.

Si Zemmour n'obtient pas ses 500 signatures, nous aurons droit à un remake de 2017, ce qui mènera inéluctablement à l'effondrement définitif du pays.

**Valérie Pécresse retombera dans les bas-fonds**

**et Marine retrouvera ses 25 ou 26 % du mois de mai 2021. Macron sera réélu haut la main et le calvaire des Français sera prolongé pour 5 ans.**

Est-ce donc cela que veulent nos députés, nos sénateurs et nos 36 000 maires ?

Personne, à part Macron, n'a intérêt à barrer Zemmour.

Certes les pressions de la Macronie pour l'écartier et porter Marine au second tour sont énormes, mais sur 42 000 élus pouvant parrainer un candidat, n'y en a-t-il que 300 ayant assez de tripes pour soutenir Zemmour, un modèle de courage seul contre tous ?

N'y aurait-il que 300 élus patriotes pour défendre la démocratie et sauver la France du naufrage identitaire et économique ?

**N'y aurait-il, finalement, qu'une immense majorité de poules mouillées parmi ces 42 000 élus ? Sommes nous devenus un pays de poltrons ? Ce serait monstrueux.**

De plus en plus d'élus sont molestés, agressés par des malfrats. N'est-ce pas là l'occasion de soutenir le seul candidat qui entend mettre au pas la racaille et redonner aux forces de l'ordre l'autorité que les mondialistes leur ont ôtée ? L'autorité de l'État, c'est Zemmour qui la rétablira. Lui seul en aura le courage.

Quand celui-ci lance un appel aux maires, ce n'est pas par intérêt personnel, mais pour sauver la France qui se meurt. Il est le plus intègre et le plus sincère de tous.

<https://www.ericzemmour.org/lappel-deric-zemmour-aux-maires-de-france/>

**J'avoue ne pas comprendre. À ce jour, nous avons 0,7 % d'élus courageux qui le soutiennent ! Donc moins de 1 % prêts à sauver la France en perdition, c'est sidérant !**

Avec Hollande, la règle des parrainages est devenue une ignominie antidémocratique.

En 2016, la décision de **rendre les parrainages entièrement publics**, a transformé cette course aux signatures en véritable parcours du combattant pour les candidats hors système.

Avec 15 % d'intentions de vote à ce jour, Éric Zemmour peut très bien ne pas obtenir ce sésame incontournable. Alors que d'autres candidats n'ayant aucune chance d'être élus, les auront.

**Hidalgo, avec ses misérables 4% d'intentions de vote, aura ses parrainages. Curieuse démocratie.**

**La peur paralyse cette caste politique décidément bien décevante !**

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/23872-parrainage-des-candidats-la-presidentielle-les-500-signatures>

On exige des élus qu'ils rendent public leur choix, alors qu'on oblige tout électeur à voter dans l'isoloir. Choix public d'un côté, vote secret de l'autre.

**C'est totalement incohérent, totalement antidémocratique et totalement injuste pour les candidats qui en font les frais.**

C'est fin février au plus tard que les candidats devront déposer leurs 500 parrainages auprès du Conseil constitutionnel.

Apparue avec l'élection du président de la République au suffrage universel, instaurée en 1962, et maintes fois réformée, la règle des parrainages ne fait toujours pas l'unanimité.

**Jusqu'en 1976, 100 parrainages suffisaient. Il en faut 500 aujourd'hui !**

Ils sont 42 000 élus à pouvoir parrainer un candidat et un seul.

Les 500 parrainages requis doivent être issus de 30 départements différents, avec 50 parrainages maximum dans un même département.

**Ajoutons à cela l'obligation de rendre publics les parrainages, et on mesure ainsi l'ampleur de la tâche.**

Verrons-nous le plus patriote des candidats barré par une règle absurde et inique et par le manque de courage de nos 42 000 élus ?

Espérons que non et que le sursaut patriotique surviendra. Barrer Zemmour, ce serait poignarder la France dans le dos. Ce n'est pas ce qu'on attend des élus d'une démocratie.

**Jacques Guillemain**